

Strasbourg, 30/10/2024

GME(2024)R1

GROUPE MULTIDISCIPLINAIRE AD HOC SUR L'ENVIRONNEMENT (GME)

1^{ère} réunion
25 – 27 septembre 2024

RAPPORT DE REUNION

1. OUVERTURE DE LA REUNION PAR LE SECRETARIAT

Le Groupe multidisciplinaire ad hoc sur l'environnement (GME) tient sa 1^{ère} réunion à Strasbourg les 25-27 septembre 2024. La réunion est ouverte par le Secrétariat et présidée par M. Rafael BENITEZ, Directeur des droits sociaux, de la santé et de l'environnement, jusqu'à l'élection de la présidence du GME. Il souhaite la bienvenue aux participant(e)s et présente l'équipe travaillant sur les initiatives environnementales. Il souligne le renforcement du mandat du Conseil de l'Europe pour donner la priorité aux travaux environnementaux, à la suite du sommet de Reykjavik, en insistant sur le développement d'une nouvelle stratégie sur l'environnement et sur des conventions clés comme les conventions de Berne et de Florence, ou l'accord EUR-OPA sur les risques majeurs, qui portent sur la conservation de la nature, le paysage, la prévention et la préparation aux catastrophes, et le lien entre les droits de l'homme et l'environnement.

M. Gianluca ESPOSITO, Directeur général des droits humains et de l'État de droit, s'adresse au GME. Il souligne l'urgence de lutter contre le changement climatique, la pollution et la perte de biodiversité. Il souligne l'engagement du Conseil de l'Europe à préparer une stratégie sur l'environnement, à faire progresser les cadres juridiques liant les droits de l'homme et la protection de l'environnement, et l'importance d'efforts coordonnés pour lutter contre la dégradation de l'environnement, les décisions clés étant attendues lors de la session ministérielle de mai 2025.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le GME adopte l'ordre du jour tel qu'il apparaît en Annexe I.

3. TABLE RONDE DE PRESENTATION DES PARTICIPANTS

Les participant(e)s ont l'occasion de se présenter et de faire connaissance. Il est noté qu'un certain nombre d'Etats membres sont encore en train de désigner leurs représentant(e)s, mais que les Représentations permanentes veillent à la participation de leurs pays respectifs en attendant. La liste des participant(e)s figure en Annexe II.

4. ÉLECTION DE LA PRESIDENCE, DE LA VICE-PRESIDENCE ET DES MEMBRES DU BUREAU DU GME

Le GME élit Mme Maria DIAMANTOPOULOU (Grèce) comme Présidente, Mme Nino LATSIDZE (Géorgie) comme Vice-Présidente, Mme Charlotte BLONDEL (France), Mme Agnes GABOR-HOSSZU (Hongrie) et Mme Michelle DUIN (Pays-Bas) comme les trois

membres du Bureau, conformément à la Résolution CM/Res(2021)3. Il est toutefois noté le déséquilibre entre les genres dans la composition du Bureau, puisque les cinq membres sont des femmes, en raison de l'absence de candidatures masculines. Mme Maria DIAMANTOPOULOU prend la présidence de la réunion au cours de la troisième journée (27/09/2024)

5. MANDAT DU GME

Le Secrétariat présente le mandat du Groupe multidisciplinaire ad hoc sur l'environnement, adopté par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 10 juillet 2024. Le principal résultat attendu est la préparation d'un projet de Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement et d'un plan d'action connexe, à temps pour être adoptés lors de la 134^{ème} session ministérielle du Comité des Ministres qui se tiendra en mai 2025 sous la présidence luxembourgeoise du Comité des Ministres. Le GME prend note de son mandat, des livrables et des délais tels qu'ils figurent dans le document GME(2024)1. Il est toutefois noté que le délai pour les résultats attendus est assez court.

6. DEVELOPPEMENTS RELATIFS AU CONSEIL DE L'EUROPE

Des représentants de différents organes et organismes du Conseil de l'Europe présentent les développements dans leurs secteurs d'activités ayant un lien avec l'environnement. Le GME prend note de ces développements au sein du Conseil de l'Europe.

7. ÉCHANGE DE VUES AVEC LA PRESIDENTE DU COMITE DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L'HOMME (CDDH) DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le GME tient un échange de vues avec la Présidente du Comité directeur pour les droits humains (CDDH) du Conseil de l'Europe, Mme Krista OINONEN. Elle présente le rôle du CDDH au sein du Conseil de l'Europe et donne un bref aperçu de ses activités passées et en cours, notamment l'étude de faisabilité d'un ou plusieurs instruments supplémentaires du Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'homme et de l'environnement. Mme Krista OINONEN note que le CDDH devrait adopter l'étude de faisabilité et un avis lors de sa prochaine réunion (26-29 novembre 2024).

8. ÉCHANGE DE VUES AVEC LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le GME a tenu un échange de vues avec le Président de la Commission des questions sociales, santé et développement durable de l'Assemblée parlementaire, M. Simon MOUTQUIN. Il présente les principales activités du Comité et de l'Assemblée parlementaire. Il rappelle que l'Assemblée parlementaire avait adopté plusieurs résolutions et recommandations présentant un intérêt particulier pour les travaux du GME. Il mentionne notamment deux rapports et recommandations qui seront présentés pour adoption lors des prochaines sessions de l'Assemblée parlementaire, sur le droit à une alimentation saine et sur la santé mentale des jeunes. Il note comment la triple crise planétaire affecte la vie quotidienne des jeunes et leur cause de l'anxiété et la perte d'une vision claire de leur avenir.

Les interventions de Mme Krista OINONEN et de M. Simon MOUTQUIN sont suivies d'un débat intéressant et animé avec les participants. De nombreuses questions sont soulevées, notamment sur la manière dont la GME interagira avec le CDDH et l'Assemblée parlementaire dans leurs travaux futurs, et une coopération étroite entre les trois a été encouragée.

9. RECUEIL DES ACTIVITES DU CONSEIL DE L'EUROPE EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

Le Secrétariat présente le Compendium des activités du Conseil de l'Europe en matière d'environnement (le Compendium) (document GME(2024)2) ainsi que le triangle stratégique du Conseil de l'Europe. Le Secrétariat assure le GME que le document sera mis à jour pour la 2ème réunion du groupe. Le GME examine un recueil des activités du Conseil de l'Europe en matière d'environnement (document GME(2024)2).

10. IDENTIFICATION DES DEFIS DE LA TRIPLE CRISE PLANETAIRE : POLLUTION, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PERTE DE BIODIVERSITE POUR LES DROITS DE L'HOMME, LA DEMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT DANS LES ÉTATS MEMBRES

Le GME tient un échange de vues sur les défis de la triple crise planétaire au niveau national sur la base des contributions écrites reçues en réponse au questionnaire figurant dans le document [GME\(2024\)6](#) et d'autres contributions orales faites pendant la réunion. Les contributions reçues ont soulevé plusieurs questions clés, notamment le lien entre les droits de l'homme et l'environnement, les différents défis environnementaux auxquels sont confrontés les pays (comme la gestion des déchets, la qualité de l'eau et de l'air, la perte de biodiversité, etc.), les défis liés à la mise en œuvre des politiques en matière de climat et de biodiversité, l'importance de la coopération internationale et la manière dont la protection des droits de l'homme et de la démocratie peut également avoir un effet positif sur la lutte contre la crise environnementale. Les délégations sont invitées à envoyer leurs contributions écrites au Secrétariat (GME@coe.int) d'ici le 11 octobre 2024.

11. ÉLABORATION D'UNE STRATEGIE DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR L'ENVIRONNEMENT

Le GME entreprends la préparation d'une Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement et tient un premier échange de vues sur la base des éléments proposés pour l'élaboration de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement tels qu'ils figurent dans le document [GME\(2024\)3](#) et à la lumière du recueil des activités du Conseil de l'Europe en matière d'environnement mentionné ci-dessus (document [GME\(2024\)2](#)). Les participants soulèvent la question de la portée de la consultation sur la stratégie, de sa faisabilité financière et de la coordination avec d'autres organes et comités du Conseil de l'Europe afin de définir clairement les rôles au sein de l'Organisation. Un point récurrent est l'étude de faisabilité à venir du CDDH et l'utilisation d'un espace réservé dans la stratégie alors que le rapport final de l'étude est toujours en attente. La consultation des jeunes et de la société civile est largement encouragée. Les délégations sont invitées à soumettre tout commentaire ou observation supplémentaire au document [GME\(2024\)3](#) au Secrétariat (GME@coe.int) d'ici le 11 octobre 2024. Les commentaires doivent suivre, le cas échéant, les structures suivantes : a) Commentaires généraux sur la stratégie et le document, b) commentaires sur la partie introductive du document, et c) commentaires sur les parties spécifiques de l'Annexe au document.

12. DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRES DU GME

Le GME examine les demandes de statut d'observateur formulées par le Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL), le Réseau mondial pour les droits de l'homme et l'environnement (GNHRE) et la Green Rights Coalition. Le GME considère ces demandes et comme indiqué respectivement dans les documents [GME\(2024\)7](#), [GME\(2024\)8](#), [GME\(2024\)9](#) décide à l'unanimité de leur accorder le statut d'observateurs ainsi que de les inviter à l'audition qui se tiendra lors de la prochaine réunion.

13. PROJET D'ORDRE DU JOUR PRELIMINAIRE, DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

Le GME décide de tenir sa 2^{ème} réunion du 9 au 11 décembre 2024 à Strasbourg. Il est noté que la fin de l'année est une période très chargée pour les expert(e)s en environnement qui ont déjà de multiples engagements pour participer à des réunions d'autres organisations internationales. Cependant, les dates ont été choisies pour éviter les conflits avec d'autres activités importantes

au sein et en dehors du Conseil de l'Europe, comme le Comité permanent de la Convention de Berne, la COP 29 ou la réunion du CDDH. Le GME adopte le projet préliminaire de l'ordre du jour tel qu'il figure en annexe III. Le GME prend aussi note que la 3^{ème} réunion aura lieu du 11 au 13 février 2025 à Strasbourg.

14. Questions diverses

Mme Merike LINNAMÄGI, Présidente du Comité permanent de la Convention de Berne, fournit une mise à jour sur les développements concernant le statut de protection du loup dans l'Union européenne et note que, bien que la décision ne soit pas finalisée, il est maintenant clair que l'UE proposera de rétrograder le statut de protection du loup. Elle ajoute que le Comité permanent de Berne discutera de cette question lors de sa réunion de décembre. Le Secrétariat fait également le point sur les activités de la Convention du Paysage et assure le GME que les activités programmées liées à la Convention du Paysage auront lieu comme prévu, et que le Conseil de l'Europe s'investit pleinement dans la relance des travaux sur le paysage.

15. Adoption du rapport abrégé

Le GME adopte un rapport abrégé de la réunion, tel qu'il figure à l'annexe IV (GME(2024)AR1).

Annexe I – Ordre du jour de la 1^{ère} réunion du GME

Annexe II – Liste des participant(e)s

Annexe III – Projet d'ordre du jour préliminaire de la 2^{ème} réunion du GME

ANNEXE I

1^{ère} réunion

25 – 27 septembre 2024

Conseil de l'Europe - Agora G03

(ouverture à 9h30 le 25 septembre et clôture à 12h30 le 27 septembre 2024)

PROJET D'ORDRE DU JOUR

16. Ouverture de la réunion par le Secrétariat
17. Adoption de l'ordre du jour
[GME(2024)OJ1]
18. Table ronde de présentation des participants
19. Élection de la présidence, de la vice-présidence et des membres du Bureau du GME
[CM/Res(2021)3]
20. Mandat du GME
[GME(2024)1, GME(2024)4]
21. Développements relatifs au Conseil de l'Europe
22. Échange de vues avec la Présidente du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) du Conseil de l'Europe
23. Échange de vues avec le Président de la Commission des affaires sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
24. Recueil des activités du Conseil de l'Europe en matière d'environnement
[GME(2024)2]
25. Identification des défis de la triple crise planétaire : pollution, changement climatique et perte de biodiversité pour les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit dans les États membres
[GME(2024)5, GME(2024)6]
26. Élaboration d'une stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement
[GME(2024)3]
27. Demandes de statut d'observateur auprès du GME
[GME(2024)7, GME(2024)8, GME(2024)9]
28. Projet d'ordre du jour préliminaire, date et lieu de la prochaine réunion
[GME(2024)OJ2]
29. Questions diverses
30. Adoption du rapport abrégé
[GME(2024)AR1]

APPENDIX II

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE	Mr Andi XHOI Deputy to the Permanent Representative
ANDORRA / ANDORRE	Ms Olimpia TORRES BARROS Deputy to the Permanent Representative
ARMENIA / ARMENIE	Ms Ruzanna GRIGORYAN Head of International Cooperation Department of the Ministry of Environment of the Republic of Armenia Ms Marianna MANUCHARYAN Deputy to the Permanent Representative
AUSTRIA / AUTRICHE	Mr Anton WEIN-WISLOCKI Head of Unit Bi- und Multilateral Climate, Environment and Energy Diplomacy MFA Austria Mr Michael KAINZ (apologised/excusé) Head of Department Sustainability, Connectivity and Innovation MFA Austria Mr Matthias KRESINGER (apologised/ excusé) Department for International Climate, Energy and Environmental Affairs Ministry for Climate Action Austria
AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN	Mr Sanan ALIYEV Deputy to Permanent Representative
BELGIUM / BELGIQUE	Ms Sophie THYS Legal policy advisor International and European policy for the Flemish Department of Environmental and Spatial Development Ms Leen CHANET (apologised/excusée) Legal policy advisor International policy for the Flemish Department of Environmental and Spatial Development
BOSNIA & HERZEGOVINA / BOSNIE & HERZEGOVINE	

BULGARIA / BULGARIE	
CROATIA / CROATIE	
CYPRUS / CHYPRE	Mr Kostas PSEVDIOTIS Deputy Permanent Representative
CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Dr Pavel HLAVACEK Officer Department of International Relations, Ministry of Environment Ms Kornélie GATICA GRONSKÁ (apologised/excusée) Deputy to the Permanent Representative
DENMARK / DANEMARK	Ms Cornelia SIGRID ALBRECHTSEN (apologised/excusée) Mr Tomas KØNIGSFELDT (apologised/excusée) Mr Lars VOLCK MADSEN (apologised/excusé) Ms Hélène FESTER (apologised/excusée) Danish Ministry of Foreign Affair
ESTONIA / ESTONIE	Ms Merike LINNAMÄGI Advisor Biodiversity Conservation Department Ministry of the Climate
FINLAND / FINLANDE	Ms Charlotta VON TROIL Senior Ministerial Adviser, Legislative Affairs Ministry of the Environment Unit for International and EU Affairs
FRANCE	Ms Charlotte BLONDEL Legal Adviser at the Human Rights Sub-Directorate, Directorate of Legal Affairs, Ministry of Europe and Foreign Affairs
GEORGIA / GÉORGIE	Ms Nino LATSABIDZE Deputy Head of International Relations and European Integration Department Ministry of Environmental Protection and Agriculture of Georgia
GERMANY / ALLEMAGNE	Ms Heike THIELE Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary Ms Friederike STEGLICH Deputy Permanent Representative Mr Thomas LAUT Deputy to the Permanent Representative Ms Bettina KOHLER Deputy to the Permanent Representative
GREECE / GRÈCE	Ms Maria DIAMANTOPOULOU Ambassador,

	Head of Directorate for the Protection of Environment, Climate Change and World Politics, Ministry of Foreign Affairs, Ms Aliko GKANA, Rapporteur Legal Department Public International Law Section Ministry of Foreign Affairs Mr Michail NAKOS Deputy to Permanent Representative Ms Eleni KANAKI Deputy to Permanent Representative
HUNGARY / HONGRIE	Dr Ágnes Anna GÁBOR-HOSSZÚ Head of Unit Department of Environmental Development and Strategy Ministry of Energy
ICELAND / ISLANDE	Ms Cecile CHEVALIER LAIGNET Advisor to the Permanent Representative
IRELAND / IRLANDE	Ms Megan SKELLY Department of Environment, Climate and Communications Mr Andrew MALONE Department of Environment, Climate and Communications
ITALY / ITALIE	Dr Francesco FORTE Deputy to the Permanent Representative Ms Sara VANONCINI Study visitor at the Permanent Representation
LATVIA / LETTONIE	Mr Eduards DZENĪTIS Deputy to the Permanent Representative
LIECHTENSTEIN	Mr Fabian RITTER Diplomatic Officer (Second Secretary) at the Office for Foreign Affairs Mr Moritz RHEINBERGER Legal Associate at the Office of Environment
LITHUANIA / LITUANIE	Ms Reda SKIRKEVIČIŪTĖ Counsellor of Legal division of the Ministry of Environment of the Republic of Lithuania
LUXEMBOURG	Mr Tom SCHRAM Head of the Directorate for European and International Affairs Ministry of Environment, Climate and Biodiversity

MALTA / MALTE	
REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA	Mr Nicolae COSLET Deputy to the Permanent Representative Mr Andrei URSU Deputy to the Permanent Representative
MONACO	Ms Céline VAN KLAVEREN-IMPAGLIAZZO (apologised/excusée) Head of Division at the Department of External Relations and Cooperation Ms Margaux GIRARDIN Deputy to the Permanent Representative of Monaco to the Council of Europe
MONTENEGRO	Mr Milos NIKOLIC Director Directorate for the OSCE and the Council of Europe Ministry of Foreign Affairs of Montenegro Ms Brankica CMILJANOVIĆ (apologised/excusée) Director of Directorate for improvement of environment Ministry of Ecology Sustainable Development and Development of the North
NETHERLANDS / PAYS-BAS	Ms Michelle DUIN Legal Officer at the International Law Division Legal Affairs Department of the Ministry of Foreign Affairs
NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD	
NORWAY / NORVÈGE	Mr Terje Birkrem HOVLAND (apologised/excusé) Research Coordinator Norwegian Ministry of Climate and Environment Ms Anita GHOLAMI Advisor at the Permanent Mission of Norway Ms Kamilla SVENDSBY Study visitor at the Permanent Representation
POLAND / POLOGNE	Ms Katarzyna KANIA Deputy to the Permanent Representative Ms Iwona MARCZYK-STĘPNIEWSKA Deputy to the Permanent Representative
PORTUGAL	Ms Maria João Frade TEIXEIRA Senior Officer, International Relations Department of the Ministry of Environment and Energy Ms Ana Castela RODRIGUES (apologised/excusée)

	Senior Officer, International Relations Department of the Ministry of Environment and Energy
ROMANIA / ROUMANIE	Mr Mihai FLOROIU Deputy to the Permanent Representative
SAN MARINO / SAINT MARIN	
SERBIA / SERBIE	
SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	Ms Andrea POLÁŠEKOVÁ The Director of Legislative Affairs of the Ministry of Environment Ms Natalia NOVAKOVA Legislative Affairs of the Ministry of Environment
SLOVENIA / SLOVÉNIE	Mr Matija VIDMAR Legal Counsellor
SPAIN / ESPAGNE	Mr Carlos LUCINI Deputy to the Permanent Representative Mr Daniel JUSDADO (apologised/excusé) Deputy to the Permanent Ms Aina GIL Auxiliary Member
SWEDEN / SUÈDE	Mr Claes BERGDAHL Deputy Permanent Representative
SWITZERLAND / SUISSE	Mr Norbert BÄRLOCHER Head of the Rio Conventions Section, Federal Office for the Environment (OFEV) Dr. iur. Maya BEELER-SIGRON, LL.M. Jurist, International Human Rights Protection Unit (IMRS), Federal Office of Justice (OFJ)
TÜRKİYE	Ms İrde ÇETİNTÜRK GÜRTEPE Head of Department Ministry of Environment, Urbanisation and Climate Change Ms Şeyma UÇAR SEÇGEL Expert Ms Gülriz ÇINAR BERKİN (apologised/excusée) Expert Mr Sarp Ege ÖZPİRİNÇİ Deputy to the Permanent Representative
UKRAINE	Mr Iaroslav ZHYDENKO Deputy to the Permanent Representative

UNITED KINGDOM / <i>ROYAUME-UNI</i>	Ms Eva HUEHNE (apologised/excusee) Senior Lawyer International Environment, Marine and Fisheries Defra Legal Advisers, Government Legal Department Ms Isobel COOK Human Rights and Environment Policy Lead, Human Rights Department FCDO, United Kingdom Mr Mark GOREY Deputy to the Permanent Representative
---	---

PARTICIPANTS /
PARTICIPANTS
COUNCIL OF EUROPE ENTITIES /
ENTITES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly of the Council of Europe	Mr Simon MOUTQUIN Chair of the Committee of Social Affairs, Public Health and Sustainable Development Ms Claire DUBOIS-HAMDI Ms Aiste RAMANAUSKAITE Secretariat of the Committee of Social Affairs, Public Health and Sustainable Development
Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe	Mr Dan POPESCU Head of Department of Promoting Local Democracy Mr Guillaume LOISEAU Co-Secretary of the Committee on the Monitoring of the implementation of the European Charter of Local Self-Government and on the respect of Human Rights and the Rule of Law
European Court of Human Rights	Ms Zoë BRYANSTON-CROSS Deputy Head, Office of the President of the Court
Commissioner for Human Rights of the Council of Europe	Ms Erliha BIČAKČIĆ (apologised/excusée) Deputy to the Director of the Office of the Commissioner for Human Rights Mr Andrzej MANCEWICZ Adviser to the Commissioner
Conference of INGOs of the Council of Europe	Ms Amy JACOBSEN Greenpeace International, on behalf of the INGO Conference

COMMITTEES OF THE COUNCIL OF EUROPE ENTITIES /
COMITES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Bern Convention	Ms Merike LINNAMÄGI (also representative of Estonia) Advisor Biodiversity Conservation Department Ministry of the Climate Chair of the Bern Convention Standing Committee
CDADI	Ms Cristina MILAGRE Steering Committee on Anti-Discrimination, Diversity and Inclusion
CDCP	
CDCPP	
CDDH	Ms Krista OINONEN Chair CDDH Mr David MILNER Head of the Human Rights Intergovernmental Co-operation Division

CDDH-ENV	Dr Nicola WENZEL, LL.M. Chairperson CDDH-ENV Head of Human Rights Division Agent before the European Court of Human Rights Federal Ministry of Justice, Germany
CDEDU	
CDENF	Ms Katrin UERPMANN Secretary of the Steering Committee for the Rights of the Child
GEC	Ms Yanna PARNIN Ms Valerie POPPE Secretariat of the Gender Equality Commission
ECSR	Ms Diana BALANESCU Ms Kamile MICHAILOVSKYTE Secretariat of the European Charter of Social Rights
EUR-OPA	Ms Ana FREITAS National Authority for Civil Protection of Portugal Former Chair of the Committee of Permanent Correspondents, Permanent Chair in respect of Portugal Mr Krzysztof ZYMAN Executive Secretary of EUR-OPA
Landscape Convention	Mr Norbert BÄRLOCHER (also representative for Switzerland) Head of the Rio Conventions Section, Federal Office for the Environment (OFEV) Member of the Conference of the Council of Europe Landscape Convention
PC-ENV	
Advisory Council on Youth (CCJ)	Ms Agni GKOUTZIAMANI Youth and Environment Europe – YEE on the CCJ Mr Jannis GUSTKE International Young Nature Friends – IYNF on the CCJ

OBSERVER STATES TO THE COUNCIL OF EUROPE /
OBSERVATEURS PERMANENTS DU CONSEIL DE L'EUROPE

CANADA	
HOLY SEE / SAINT-SIÈGE	Mr Nicolas BAUER Representative Ms Caterina PAPALIA
JAPAN / JAPON	
MEXICO / MEXIQUE	Ms Lydia ANTONIO (apologised/excusée) Deputy Permanent Observer Ms Eva PIZANO CEJKA Deputy to the Permanent Observer

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	

NON-MEMBER STATES PARTIES TO THE BERN CONVENTION /
ETATS NON-MEMBRES MAIS PARTIES A LA CONVENTION DE BERNE

BURKINA FASO	
MOROCCO / MAROC	
SENEGAL / SÉNÉGAL	
TUNISIA / TUNISIE	Mr Hedi CHEBILI Directeur général de l'environnement et de la qualité de vie au ministère de l'Environnement

INTERNATIONAL ORGANISATIONS /
ORGANISATIONS INTERNATIONALES

European Union		
The United Nations and its agencies	OHCHR	Mr Benjamin SCHACHTER (apologised/excused) Coordinator, Environment and Climate Change Team Ms Nela CERNOTA (apologised/excusée)
	UNDESA	
	UNEP	
The Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE)		
The Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)		Mr Shardul AGRAWALA Head, Environment and Economy Integration Division

**OBSERVERS /
OBSERVATEURS**

Organisation	Nominated representative
International Union for Conservation of Nature	
World Wide Fund for Nature	
Youth and Environment Europe	Ms Emma PAGLIARUSCO Advocacy Coordinator at Youth and Environment Europe.
International Young Nature Friends	
ClientEarth	Ms Malgorzata KWIEDACZ-PALOSZ Senior Fundamental Rights Lawyer, Just Societies
Greenpeace	Mr Rodrigo ESTRADA PATIÑO Acting Program Director / Directeur intérimaire des programmes Greenpeace Canada
Wild Legal	Ms Marine CALMET (apologised/excusée) Juriste, Présidente Wild Legal Mr Vincent DELBOS (apologised/excusé) Membre Wild Legal, expert et magistrat honoraire
Global Initiative to End Wildlife Crime	
Wildlife Justice Commission	
European network of national human rights institutions	Ms Paula NOWEK Human Rights Officer (Legal)
Amnesty International	Ms Ann HARRISON Climate Justice Researcher and Policy Advisor Ms Rita PATRÍCIO Senior Executive Officer for the Council of Europe
International Commission of Jurists	
International Federation of Human Rights	Mr Antoine MADELIN Advocacy Director Ms Lucia POSTERARO Staff member in the Business, Human Rights and Environment Desk

SECRETARIAT /
SECRÉTARIAT

Name / Nom	Position / Fonction
Mr Gianluca ESPOSITO	Directeur général des droits humains et de l'Etat de droit
Mr Rafael BENITEZ	Directeur des droits sociaux, de la santé et de l'environnement
Mr Gianluca SILVESTRINI	Secrétaire du Groupe multidisciplinaire ad hoc sur l'environnement
Mr Mikaël POUTIERS	Co-Secrétaire du Groupe multidisciplinaire ad hoc sur l'environnement
Mr Michaël NGUYEN	Chargé de mission administratif et de projets, Service du Processus de Reykjavik et de l'environnement
Ms Irina SPOIALA	Assistante administrative, Service du Processus de Reykjavik et de l'environnement
Ms Emilie DECKER	Visiteuse d'étude, Service du Processus de Reykjavik et de l'environnement

ANNEXE III

2^{ème} réunion

9 – 11 décembre 2024

Conseil de l'Europe – Agora G03

(ouverture à 9h30 le 9 décembre et clôture à 17h30 le 11 décembre 2024)

PROJET D'ORDRE DU JOUR PRELIMINAIRE

1. Ouverture de la réunion par la Présidente
2. Adoption de l'ordre du jour et du rapport de la 1^{ère} réunion du GME
[GME(2024)OJ2, GME(2024)R1]
3. Développements relatifs au Conseil de l'Europe
4. Recueil des activités du Conseil de l'Europe en matière d'environnement
[GME(2024)2rev]
5. Échange de vues avec la Présidente du Comité européen des Droits sociaux du Conseil de l'Europe (CESR)
6. Échange de vues avec un(e) représentant(e) de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe
7. Échange de vues avec un(e) représentant(e) du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe
8. Échange de vues avec des représentants d'organisations internationales
9. Audition de la société civile
10. Audition avec des jeunes
11. Élaboration d'une stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement
[GME(2024)10rev]
12. Nomination d'un Rapporteur sur l'égalité des genres
13. Questions diverses
14. Projet d'ordre du jour préliminaire, date et lieu de la 3^{ème} réunion du GME
[GME(2024)OJ3]
15. Adoption du rapport abrégé
[GME(2024)AR2]

Annexe IV

1^{er} réunion
25–27 Septembre 2024

LISTE DES POINTS DISCUTES ET DES DECISIONS PRISES

RAPPORT ABRÉGÉ

1. Le Groupe multidisciplinaire ad hoc sur l'environnement (GME) tient sa 1^{ère} réunion à Strasbourg les 25-27 septembre 2024. La réunion est ouverte par le Secrétariat et présidée par M. Rafael BENITEZ, Directeur des droits sociaux, de la santé et de l'environnement, jusqu'à l'élection de la présidence du GME.

M. Gianluca ESPOSITO, Directeur général des droits humains et de l'État de droit, s'adresse au GME à cette occasion.
2. Le GME adopte l'ordre du jour tel qu'il apparaît en Annexe I. La liste des participant(e)s figure en Annexe II.
3. Le GME élit Mme Maria DIAMANTOPOULOU (Grèce) comme Présidente, Mme Nino LATSABIDZE (Géorgie) comme Vice-Présidente, Mme Charlotte BLONDEL (France), Mme Agnes GABOR-HOSSZU (Hongrie) et Mme Michelle DUIN (Pays-Bas) comme les trois membres du Bureau, conformément à la Résolution [CM/Res\(2021\)3](#).
4. Le GME prend note de son mandat, des livrables et des délais tels qu'ils figurent dans le document [GME\(2024\)1](#).
5. Le GME tient un échange de vue avec la Présidente du Comité directeur pour les droits humains (CDDH) du Conseil de l'Europe, Mme Krista OINONEN.
6. Le GME tient un échange de vues avec le Président de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire, M. Simon MOUTQUIN.
7. Le GME examine un recueil des activités du Conseil de l'Europe en matière d'environnement (document [GME\(2024\)2](#)) et prend note d'autres développements connexes au sein du Conseil de l'Europe.
8. Le GME tient un échange de vues sur les défis de la triple crise planétaire au niveau national sur la base des contributions écrites reçues en réponse au questionnaire figurant dans le document [GME\(2024\)6](#) et d'autres contributions orales faites pendant la réunion. Les délégations sont invitées à envoyer leurs contributions écrites au Secrétariat (GME@coe.int) d'ici le 11 octobre 2024.
9. Le GME entreprend la préparation d'une Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement et tient un premier échange de vues sur la base des éléments proposés pour l'élaboration de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement tels qu'ils figurent dans le document [GME\(2024\)3](#) et à la lumière du recueil des activités du Conseil de l'Europe en matière d'environnement mentionné ci-dessus (document [GME\(2024\)2](#)). Les délégations sont invitées à soumettre tout commentaire ou observation supplémentaire au document [GME\(2024\)3](#) au Secrétariat (GME@coe.int) d'ici le 11 octobre 2024. Les commentaires doivent suivre, le cas échéant, les structures suivantes : a) commentaires généraux sur la stratégie et le document, b) commentaires sur la partie introductive du document, et c) commentaires sur les parties spécifiques de l'Annexe au document.

10. Le GME examine les demandes de statut d'observateur formulées par le Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL), le Réseau mondial pour les droits de l'homme et l'environnement (GNHRE) et la Coalition Green Rights, comme indiqué respectivement dans les documents [GME\(2024\)7](#), [GME\(2024\)8](#), [GME\(2024\)9](#) et décide à l'unanimité de leur accorder le statut d'observateurs et de les inviter à l'audition qui se tiendra lors de la prochaine réunion.
11. Le GME décide de tenir sa 2^{ème} réunion du 9 au 11 décembre 2024 à Strasbourg et adopte le [projet préliminaire d'ordre du jour](#). Le GME prend note que la 3^{ème} réunion aura lieu du 11 au 13 février 2025 à Strasbourg.
12. Mme Merike LINNAMÄGI, Présidente du Comité permanent de la Convention de Berne, fournit une mise à jour sur les développements concernant le statut de protection du loup dans l'Union européenne. Le Secrétariat fait également le point sur les activités de la Convention du paysage.
13. Le GME adopte le présent rapport abrégé.